



ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES
DU QUÉBEC

À quand l'éducation comme projet de société?

J'ai choisi de faire carrière comme gestionnaire au sein du réseau public d'éducation. Comme mes 2 220 collègues, membres de l'Association des cadres scolaires du Québec. Et comme eux, je suis ébranlée par les changements constants, la teneur des discours et la gestion en vase clos d'une idéologie qui devrait mobiliser toute la communauté et qui, actuellement, ne mène on ne sait où.

Le 21 février dernier, M. François Legault dévoilait son manifeste sur la *Coalition pour l'avenir du Québec*. Deux jours plus tard, le premier ministre Jean Charest prononçait son discours inaugural à la rentrée parlementaire. Les deux ont présenté leur vision de l'éducation. Une vision à court terme, parsemée d'idées qui nous apparaissent éloignées, voire déconnectées, de la cible de la réussite. L'éducation aurait-elle à ce point perdu ses repères?

Monsieur Legault, vous semblez croire, entre autres, que la réussite passe par l'accroissement de pouvoirs aux directions d'établissement. Plus de pouvoirs signifie aussi plus de travail, plus de responsabilités, plus d'évaluations, plus de bureaucratie... Témoin de ce qui se passe sur le terrain, je peux vous confirmer que les directions d'établissement en ont déjà beaucoup sur les bras et que de tout rapatrier dans leur cour ne viendrait que faire déborder le vase. Je suis gestionnaire dans une commission scolaire. Je fais partie de la communauté de ressources essentielles qui vise la réussite éducative et scolaire. Je travaille en complémentarité et en soutien avec les directions d'établissement pour qu'elles puissent s'acquitter pleinement de leur tâche. Je les conseille et les appuie en m'assurant que l'uniformité et la conformité des actions soient au rendez-vous. Je m'assure qu'elles disposent de tous les outils, services et ressources pour bien performer. J'échange des idées et je propose des solutions afin qu'elles puissent se consacrer à leur mission éducative. Je m'assure que les redditions de comptes et la bureaucratie imposées par le MELS et devenues, avouons-le, excessives, soient formatées pour une compréhension efficace et optimale. Bref, je suis fière de les côtoyer, de les accompagner, de partager mon expertise et d'être un partenaire de réussite. Je suis fière de ce que nous accomplissons ensemble pour maintenir la qualité du réseau.

Monsieur Charest, vous semblez croire, entre autres, que la réussite passe par des portables, des tableaux intelligents, des vouvoiements, des cours d'anglais. Vous avez certes de bonnes intentions mais nous ne pouvons réduire l'éducation – et la réussite – à quelques saupoudrages ici et là. **Où est votre plan de match? Qui sont vos partenaires? Pourquoi ne jamais donner suite à nos demandes de rencontre pour échanger des pistes de solution?** Au fil des ans, nous avons développé un savoir-faire unique et diversifié qui fait de nous le plus grand regroupement

d'expertises en gestion scolaire au Québec, services administratifs et pédagogiques confondus. Près du quart de nos membres (environ 500) œuvrent à la direction d'établissement (écoles et centres). Je suis honnête en affirmant que nous détenons une bonne longueur d'avance dans la compréhension des besoins fondamentaux en éducation. Nous sommes à la fois acteurs et observateurs de ce qui se passe sur le terrain. Et pourtant...

Nous sommes très préoccupés par la réussite qui constitue une voie d'avenir pour tous les élèves québécois. Cette réussite, nous croyons qu'elle ne sera possible qu'en redorant le blason de l'éducation, meurtrie et affaiblie par la nature des débats en cours. Quand donc passerons-nous de la parole à l'acte et ferons-nous de l'éducation un vrai projet de société? Un projet structuré, mûri et inspirant qui mobiliserait toutes les expertises. Un projet auquel tout le monde aurait le goût d'adhérer parce qu'on comprendrait ses véritables enjeux. Un projet stimulant comme on sait si bien les faire au Québec.

Dans son Rapport 2008-2010 sur l'état et les besoins de l'éducation, intitulé *Conjuguer équité et performance en éducation, un défi de société*, le Conseil supérieur de l'éducation rappelle que malgré l'ampleur du chemin parcouru en matière d'éducation au Québec depuis la Révolution tranquille, il faut faire un pas de plus pour que le Québec puisse continuer à figurer parmi les sociétés les plus avancées sur le plan de la performance de son système d'éducation. Le Conseil soutient que l'éducation doit être envisagée comme un investissement dont les retombées se mesurent principalement à moyen et à long terme et comme un héritage qui permettra à la société québécoise de poursuivre son développement culturel, social et économique.

Il y a 26 ans, j'ai endossé la mission éducative avec la fougue de ma jeunesse. Elle ne s'est jamais démentie depuis. Je suis encore et toujours une gestionnaire passionnée et inspirée. Par les compétences des gens qui m'entourent. Par l'effervescence des idées qui circulent. Par la multitude et la qualité des projets qui émergent. Par les exemples éloquents de réussite.

Je salue la force et la qualité du réseau tenu à bout de bras par des gens d'action et de conviction. J'ose espérer qu'un jour, pas si lointain, nous porterons aussi, haut et fort, ce défi de société qui fera en sorte que l'éducation soit une fierté nationale et qu'elle éradique enfin le discours sombre, réducteur et déprimant qui sévit.

Lucie Demers

Présidente de l'Association des cadres scolaires du Québec

Directrice des services des technologies de l'information à la CS Marie-Victorin

Les cadres scolaires œuvrent dans les commissions scolaires francophones et anglophones, dans les centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle ainsi que dans plus d'une centaine d'écoles du réseau public québécois. Ils dispensent des services essentiels à plus d'un million d'élèves, plus de 100 000 enseignants, plus de 2 500 établissements scolaires.